

Ces notes générales présentent le contenu de chaque tableau du *Manuel de statistiques* ainsi que les modifications introduites dans cette nouvelle édition, s'il y a lieu.

Les tableaux inclus dans cette publication constituent un résumé analytique des séries chronologiques complètes publiées dans le *Manuel de statistiques 2009 de la CNUCED* sur DVD et dans la version en ligne sur le portail des statistiques du site internet de la CNUCED à l'adresse suivante : www.unctad.org. Toutefois les données disponibles dans les versions électronique et imprimée pourront, dans certains cas, être différentes en raison de leur mise à jour et de leur publication à des dates différentes.

PREMIÈRE PARTIE

Commerce international des marchandises

Les tableaux 1.1 donnent la valeur des exportations (f.a.b.) et des importations (c.a.f.) totales de marchandises, exprimée en millions de dollars et en pourcentage du monde, des pays et régions géographiques (1.1.1), groupements économiques (1.1.2) et groupements commerciaux (1.1.3). Les flux du commerce présentés dans le tableau 1.1.1 se réfèrent au Système du Commerce Général, à l'exception des pays et territoires qui utilisent le Système du Commerce Spécial et qui sont munis d'un astérisque. Le Système du Commerce Général est utilisé lorsque le territoire statistique d'un pays coïncide avec son territoire économique, et en conséquence, les importations comprennent tous les biens admis sur le territoire du pays déclarant et les exportations tous les biens qui le quittent. Le Système du Commerce Spécial est utilisé lorsque le territoire statistique ne comprend qu'une partie du territoire économique à l'intérieur de laquelle « les biens peuvent être écoulés librement sans restriction douanière ». Dans ce cas, les importations comprennent tous les biens qui entrent dans la zone de libre circulation du pays déclarant, c'est-à-dire qui ont été dédouanés pour mise à la consommation et les exportations comprennent tous les biens qui quittent la zone de libre circulation du pays déclarant.

Les taux d'évolution annuels moyens du commerce international des marchandises, calculés à partir des valeurs des tableaux 1.1, figurent dans les tableaux 1.2.

Les tableaux 1.3 présentent les balances commerciales (exportations f.a.b. moins importations c.a.f.), ainsi que ces mêmes balances en pourcentage des importations des pays, régions géographiques et groupements économiques.

Le tableau 1.4 indique l'importance des échanges entre pays membres de groupements commerciaux par rapport aux exportations régionales et totales de ces groupements.

DEUXIÈME PARTIE

Commerce international des marchandises par régions

Le tableau 2.1 présente la structure des exportations et des importations des pays par régions de destination et d'origine. Le plus grand nombre possible de pays en développement sont inclus tandis que les partenaires commerciaux sont regroupés en 14 groupes considérés comme particulièrement importants pour l'analyse du commerce international.

Le tableau 2.2 indique la structure des exportations par destination ainsi que des importations par origine et par groupes de produits pour le monde et une sélection de 12 groupements de pays. Le tableau fournit une information détaillée sur le réseau du commerce international avec le monde, 19 régions d'origine et de destination, et pour six différents groupes de produits.

Les totaux du commerce international des marchandises présentés dans les tableaux des première et deuxième parties ne sont pas strictement comparables en raison de sources complémentaires mais différentes et d'une marge d'exportations et d'importations non distribuées, en dépit des efforts déployés pour répartir les flux commerciaux par destinations et origines.

Les exportations ventilées par destinations peuvent accuser un écart parfois considérable par rapport aux importations déclarées par les pays destinataires en raison de divers facteurs dont les plus importants sont les suivants :

- Les importations sont déclarées en principe "valeur c.a.f." plutôt que "valeur f.a.b".;
- Les importations de marchandises peuvent arriver à destination et être enregistrées longtemps après la date de leur enregistrement à l'exportation ;
- D'importantes différences peuvent exister entre la destination des exportations déclarée par les pays exportateurs et la destination réelle telle qu'indiquée dans les statistiques d'importation.

TROISIÈME PARTIE

Commerce international des marchandises par produits

Le tableau 3.1 fournit la structure des exportations et des importations des pays par produits classés en 9 groupes (total, produits alimentaires, matières premières d'origine agricole, combustibles, minerais et métaux, produits manufacturés, dont produits chimiques, machines et matériel de transport, articles manufacturés divers) pour plusieurs années.

Les tableaux 3.2A, B et C présentent respectivement les exportations par produits du monde, des économies en développement et développées, à un niveau très détaillé (CTCI révision 3, position à trois chiffres). Les parts que représente chaque produit dans les exportations du monde et de la région, sont calculées pour chaque groupe d'économies, ainsi que le taux annuel de croissance et l'écart de ce dernier par rapport au taux de croissance mondial.

Le tableau 3.2D établit, pour chaque économie, la liste des principaux produits qu'elle exporte (CTCI révision 3, position à trois chiffres). La part de chaque produit dans le total des exportations du pays, de la région et du monde est également indiquée.

Le tableau 3.2E liste les plus gros exportateurs de 70 produits parmi les produits les plus exportés par les économies en développement (CTCI révision 3, position à trois chiffres), ainsi que les parts correspondantes dans le commerce mondial.

Le tableau 3.3 fournit les indices de concentration et de changements structurels des exportations et des importations des produits au niveau de la CTCI (révision 3, position à trois chiffres). Le premier indicateur a vocation à montrer comment le marché d'un produit est concentré sur quelques pays ou réparti de façon plus homogène entre les pays. L'indicateur de changement structurel indique si la répartition du commerce d'un produit entre les pays exportateurs ou importateurs a connu une évolution importante par rapport à une année de référence.

Les totaux du commerce international des marchandises présentés dans les tableaux de cette troisième partie peuvent aussi être différents des données des première et deuxième parties pour les raisons précédemment citées, auxquelles il convient d'ajouter des marges d'exportations et d'importations non distribuées par groupes de produits ou l'utilisation de nomenclatures différentes de produits par le pays exportateur et le pays importateur.

QUATRIÈME PARTIE

Indicateurs du commerce international des marchandises

Les tableaux 4.1 contiennent les résultats du calcul des indices de concentration et de diversification des pays, régions géographiques et groupements économiques. Cet indice de concentration a vocation à montrer comment les exportations et importations d'un pays ou groupe de pays sont concentrées sur quelques produits ou réparties de façon plus homogène sur une gamme de produits. L'indicateur de diversification indique si la structure par produits des exportations ou importations d'un pays ou groupe de pays diverge de la structure par produits observée au niveau du monde.

Les tableaux 4.2 fournissent les indices de volume des exportations et des importations complétant ainsi l'information en valeur disponible dans les tableaux 1.1 et 1.2, les indices de la valeur unitaire des exportations et importations ainsi que les indices de termes de l'échange et le pouvoir d'achat des exportations dérivés des indices de valeur unitaire. Ces indices sont calculés au niveau des pays et régions géographiques (4.2.1) et des groupements économiques (4.2.2).

Afin d'améliorer la couverture des données et spécialement pour les années récentes, la méthode suivante a été utilisée pour le calcul des valeurs unitaires :

- Un ensemble d'indices de prix moyens au niveau des groupes de la CTCI (révision 3, position à 3 chiffres) a été construit en utilisant des données provenant des *Statistiques des produits de base* de la CNUCED, des sources internationales et nationales ainsi que des estimations du secrétariat de la CNUCED.

- Au niveau des pays individuels, les indices de la valeur unitaire ont été calculés en utilisant comme pondération les valeurs des exportations et des importations de l'année courante disponibles dans la table 3.2 au niveau de la CTCI (révision 3, position à 3 chiffres).

Dans certains cas ces indices peuvent différer des estimations publiées dans les sources officielles, le but principal étant de fournir des estimations approximatives et comparables pour la plupart des pays en développement.

Le tableau 4.3 contient les données sur les droits de douane NPF moyens appliqués à l'importation des principales catégories de produits non-agricoles et non-pétroliers, par marchés individuels.

CINQUIÈME PARTIE

Commerce international des services

Les tableaux 5.1.1, 5.1.2 et 5.1.3 présentent la valeur des exportations et des importations totales des services par pays, par régions géographiques, groupements économiques et groupements commerciaux. Les tableaux incluent les valeurs des exportations (crédits) et des importations (débits) des services qui proviennent des statistiques sur les transactions internationales de services, telles qu'elles sont présentées dans les *Statistiques de la balance des paiements* du FMI. Les services sont définis comme rendements économiques de produits intangibles qui peuvent être produits, transférés et consommés au même moment. Cependant, les services recouvrent un groupe large et hétérogène de produits et d'activités que l'on peut difficilement englober dans une définition. Parfois, la démarcation entre services et marchandises n'est pas aisée. Les services sont produits sur commande et ont généralement pour résultat un changement des conditions des consommateurs qui ont demandé ces services. Pour que la production d'un service soit terminée, il doit être fourni au consommateur.

Les chiffres couvrent les 11 catégories principales de services conformément à la définition du *Manuel de la balance des paiements* du FMI (*MBP5, 1993*). Ces catégories comprennent : les transports; les voyages; les communications; le bâtiment et les travaux publics; les assurances; les services financiers; l'informatique et l'information; les redevances et droits de licence; les autres services aux entreprises; les services personnels, culturels et relatifs aux loisirs; et les services fournis ou reçus par les administrations publiques. De manière générale, les difficultés à mesurer statistiquement la valeur du commerce des services persistent et les données de la balance des paiements sur les services peuvent être inférieures à la valeur des transactions réelles. Les agrégats inclus dans le tableau 5.1 comprennent les valeurs manquantes, estimées par le secrétariat de la CNUCED, qui ne sont pas présentées séparément.

Le tableau 5.2 liste, parmi les économies en développement, les 20 plus gros exportateurs et importateurs pour chacun des 10 secteurs principaux du commerce des services, c'est-à-dire les transports; les voyages; les communications; le bâtiment et les travaux publics; l'informatique et l'information; les assurances; les services financiers; les redevances et droits de licence; autres services aux entreprises; et les services personnels, culturels et relatifs aux loisirs. Les services fournis ou reçus par les administrations publiques ne sont pas inclus.

Le tableau 5.3 fait apparaître les données sur les services liés au tourisme en présentant, par pays et pour les années récentes, les statistiques suivantes: valeur des dépenses totales des visiteurs, valeur des dépenses des visiteurs sans le coût du transport, nombre de nuitées des touristes et nombre d'arrivées des visiteurs. Tous les indicateurs se réfèrent aux visiteurs non-résidents (visiteurs internationaux). Le visiteur international est un voyageur voyageant dans une économie où il n'est pas résident, pour y rester moins de 12 mois et dont le but principal du voyage est d'exercer une activité qui n'est pas rémunérée par une entité résidente dans l'économie visitée. Cela inclut des personnes qui

arrivent sur le territoire d'une économie pour y rester moins d'une année pour affaires ou pour des raisons personnelles. Les touristes sont ceux qui séjournent dans le pays visité au moins une nuit dans un logement collectif ou privé. Les visiteurs d'une journée sont des personnes qui ne passent pas la nuit dans le pays visité.

Le tableau 5.4 concerne le transport maritime international. Il contient des données sur la flotte marchande mondiale par pavillons d'immatriculation et par types de navires et fait spécialement ressortir le groupe des principaux pays de libre immatriculation. Un propriétaire qui enregistre son navire dans un pays "libre d'immatriculation" ne doit avoir aucune relation avec ce pays. Le nombre de pays de libre immatriculation a changé au cours des années. Le groupe des "principaux pays de libre immatriculation" comprend désormais plus de pays (10 au total) que le même groupe paru dans les versions antérieures du *Manuel*. Le tableau 5.4 incorpore les informations consolidées provenant des différentes éditions de la publication *Review of Maritime Transport*. Elle rend compte de l'évolution mondiale du transport multimodal, portuaire et maritime concernant les principaux trafics de vrac liquides, de vrac secs et de conteneurs.

SIXIÈME PARTIE

Produits de base

Le tableau 6.1 donne les indices annuels et trimestriels de prix en dollars courants sur le marché libre d'une sélection de produits de base exportés par les économies en développement. Ces indices sont aussi disponibles au niveau des groupes de produits de base suivants : produits alimentaires, boissons tropicales, huiles et graines oléagineuses, matières premières d'origine agricole, minéraux, minerais et métaux ainsi qu'un indice de l'ensemble. Les pondérations ont été calculées à partir de la valeur des exportations des pays en développement de 1999 à 2001 et les indices en utilisant 2000=100 comme année de base. Ce tableau a été établi à partir de données extraites de la *base de données en ligne des statistiques de prix des produits de base* accessible depuis le portail des statistiques du site web de la CNUCED.

Le tableau 6.2 complète l'information sur les prix des produits de base par les indices d'instabilité et les tendances de prix sur le marché libre d'une sélection de produits de base ayant une importance particulière pour les économies en développement.

Le tableau 6.3 présente la production d'aluminium et de cuivre à différents niveaux de transformation et leur consommation par pays et régions géographiques. Les chiffres de la production de bauxite sont exprimés en volume brut, alors que ceux de la production du minerai de cuivre sont indiqués en métal contenu.

SEPTIÈME PARTIE

Finance internationale

Le tableau 7.1 contient un état récapitulatif du «compte courant» de la balance des paiements des pays et territoires individuels. Les données du compte des transactions courantes de la balance des paiements recouvrent toutes les transactions, entre entités résidentes et non-résidentes, portant sur des valeurs économiques, concernant notamment les biens, les services, les revenus et les transferts courants. Ce tableau comprend les statistiques sur ces catégories principales, y compris le détail additionnel sur les revenus d'investissement direct étranger. Pour l'information sur les concepts concernant les catégories mentionnées, veuillez vous référer au *Manuel de la balance des paiements* du FMI (*MBP5, 1993*).

Le tableau 7.2 fait apparaître l'état récapitulatif du «compte de capital et d'opérations financières» de la balance des paiements des économies individuelles. Les chiffres des comptes de capital et des comptes financiers couvrent les transactions en avoirs et engagements étrangers. Les avoirs représentent des créances sur les non-résidents et les engagements des dettes envers les non-résidents. Toutes les réévaluations et autres variations d'avoirs et d'engagements qui ne reflètent pas des transactions sont exclues du compte de capital et d'opérations financières. Le compte de capital est subdivisé en transferts de capital et en acquisitions et cessions d'avoirs non-financiers non produits. Le compte financier recouvre les investissements

(directs, de portefeuille et autres) et les avoirs de réserve (or monétaire, DTS, devises et autres créances). Ce tableau comprend les statistiques sur ces catégories principales du «compte de capital et d'opérations financières». Pour plus d'information sur les concepts concernant les catégories mentionnées, veuillez vous référer au *Manuel de la balance des paiements* du FMI (*MBP5*, 1993).

Les tableaux 7.3.1, 7.3.2 et 7.3.3 sont consacrés aux investissements directs en provenance de l'étranger (IDE). Ils représentent les flux entrants et sortants de l'IDE par pays et régions géographiques, groupements économiques et groupements commerciaux. Les chiffres correspondent aux données contenues dans l'Annexe statistique du *World Investment Report 2006: FDI from Developing and Transition Economies: Implications for Development*, de la CNUCED. L'investissement direct étranger (IDE) est un investissement impliquant une relation à long terme et témoignant de l'intérêt durable d'une entité résidant dans un pays (investisseur étranger direct ou société mère) à l'égard d'une entreprise résidant dans un autre pays (entreprise bénéficiaire, entreprise affiliée, ou encore filiale étrangère). Cet investissement englobe à la fois la transaction initiale entre les deux entités et toutes les transactions ultérieures entre elles et entre filiales étrangères, qu'elles soient constituées ou non en sociétés. L'entreprise d'investissement direct est définie comme une entreprise dotée ou non de la personnalité morale, dans laquelle un investisseur direct qui est résident d'une autre économie détient au moins 10% des actions ordinaires ou des droits de vote (ou l'équivalent).

Le tableau 7.4 fournit les informations sur les envois de fonds des travailleurs pour les principales économies en développement concernées. Ces données sont également communiquées en pourcentage du commerce international (total des exportations et importations). Le *Manuel de la balance des paiements* du FMI (*MBP5*, 1993) classe séparément les envois de fonds des travailleurs, la rémunération des salariés et les transferts des migrants. Dans ce tableau leur somme est présentée afin de mieux cerner les flux entrants dans - ou sortants d' - une économie à travers les transferts liés aux travailleurs migrants ou autres travailleurs employés à l'étranger à court-terme. Selon la définition du *MBP5* les envois de fonds des travailleurs sont les transferts de biens ou d'actifs financiers effectués par les migrants qui vivent et travaillent (considérés comme résidents) dans une économie en faveur des résidents de leur ancien pays de résidence. Un migrant doit vivre et travailler dans une nouvelle économie durant plus d'une année pour y être considéré résident. La rémunération des salariés comprend les salaires, traitements et autres prestations, en numéraire ou en nature, gagnés par les particuliers - dans une économie où ils ne sont pas résidents - pour un travail exécuté au profit d'un résident de cette économie. Les salariés peuvent être des travailleurs saisonniers ou d'autres travailleurs à temps limité ou encore des travailleurs frontaliers. Les transferts des migrants couvrent les flux de biens et les variations des actifs financiers qui résultent de la migration (changement de résidence pour une durée d'un an au moins). Les données du tableau ne sont pas comparables à celles présentées dans les versions précédentes du *Manuel* : la série publiée ici comprend (1) les envois de fonds des travailleurs, (2) la rémunération des salariés, et (3) les transferts des migrants. Dans les précédentes versions, seuls les envois de fonds des travailleurs et la rémunération des salariés étaient inclus.

Les tableaux 7.5 font apparaître les données relatives aux réserves internationales (les réserves totales moins l'or) des économies en développement par pays, par régions et par groupements économiques. Les mois d'importation que ces réserves peuvent financer, dans la situation actuelle du commerce international du pays, sont également indiqués, ainsi que la variation annuelle des réserves totales. Selon la définition du FMI, les réserves totales moins l'or représentent la somme des avoirs du pays en devises, la position de ses réserves au FMI et la valeur en dollars des États-Unis des avoirs en DTS de ses autorités monétaires.

Les flux financiers publics vers les économies en développement sont présentés dans les tableaux 7.6 par catégories de flux, pays, régions géographiques et groupements économiques. La définition des flux bilatéraux et multilatéraux est conforme aux publications du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE.

Les tableaux 7.7 contiennent les données sur la dette extérieure à long terme des principaux groupes d'économies en développement, en particulier la ventilation détaillée de la dette publique ou garantie par l'État par sources d'emprunt. Les données de la dette extérieure présentées dans ces tableaux se basent sur le Système de notification des pays débiteurs (SNPD), géré par la Banque mondiale.

HUITIÈME PARTIE

Indicateurs du développement

Les tableaux 8.1 fournissent le produit intérieur brut (PIB) nominal total et par habitant des pays, régions géographiques et groupements économiques. Les données de PIB en dollars ont été obtenues à partir des valeurs de PIB exprimées à l'origine en monnaies nationales. Les taux de change moyens annuels sur le marché libre, obtenus des séries statistiques du FMI, ont été utilisés pour la plupart des pays lors de la conversion en dollars.

Les taux annuels moyens de variation du PIB réel total et du PIB réel par habitant des pays, régions géographiques et groupements économiques sont disponibles dans les tableaux 8.2. Les taux de croissance se basent sur le PIB aux prix constants en dollars de l'année 1990.

Le PIB total est décomposé par catégories de dépenses et la valeur ajoutée totale par branches d'activité économique dans les tableaux 8.3 pour les pays, régions géographiques et groupements économiques.

Les tableaux 8.4.1 et 8.4.2 présentent des estimations sur la population et la main-d'œuvre : population totale, population urbaine (en pourcentage de la population totale), main-d'œuvre totale, main-d'œuvre féminine (en pourcentage de la main-d'œuvre totale), main-d'œuvre dans l'agriculture, main-d'œuvre féminine (en pourcentage de la main-d'œuvre totale dans l'agriculture). Les chiffres pour certains groupes peuvent être différents de ceux publiés par la Division de la population lorsque les définitions de la CNUCED de ces groupes sont différentes.

Les données de base sur la population et la main-d'œuvre sont complétées par les indicateurs sur la démographie des tableaux 8.5.1 et 8.5.2 : taux d'accroissement de la population, taux d'évolution naturelle par 1 000 habitants, taux net de migration par 1 000 habitants, taux de natalité et de mortalité bruts pour 1 000 habitants, taux de mortalité infantile pour 1 000 naissances vivantes, espérance de vie à la naissance. Ces données estimées pour certains groupes peuvent être différentes de celles publiées par la Division de la population lorsque les définitions de la CNUCED de ces groupes sont différentes.

AUTRES NOTES

Sauf indication contraire, les agrégats de pays sont obtenus en sommant les données des pays composant le groupe. Les calculs d'agrégats peuvent dans certains cas inclure des données estimées par le secrétariat de la CNUCED qui ne sont pas nécessairement toutes rapportées séparément.

Par ailleurs, la somme des chiffres et des pourcentages indiqués dans les tableaux ne correspond pas nécessairement aux totaux en raison des arrondis.

Les données ont été collectées et vérifiées pour qu'elles correspondent à la couverture géographique des pays, telle qu'elle est décrite en début de *Manuel*. Toutefois certains écarts n'ont pu être évités en fonction de la disponibilité des données. Ils sont alors décrits dans les notes de fin de tableau.

Sauf indication contraire, le terme «dollar» s'entend du dollar des États-Unis d'Amérique et les données en dollars sont exprimées en dollars courants de l'année à laquelle elles se réfèrent.

Les taux moyens d'évolution annuelle sont définis par le coefficient b de la fonction exponentielle de tendance $y = ae^{bt}$, où t représente le temps. Cette méthode permet de prendre en compte toutes les observations concernant une période donnée sans que le taux de croissance obtenu ne soit trop affecté par des valeurs exceptionnelles.

RÉPARTITION DES PAYS ET TERRITOIRES

Les pays et territoires sont présentés suivant des critères géographiques conformes à ceux de la Division de statistique, Département des affaires économiques et sociales (DAES) de l'ONU. Les pays et territoires sont aussi regroupés suivant des critères économiques ou d'adhésion à des accords commerciaux à des fins d'analyse statistique et de recherche.

Dans cette publication, le terme «économie» couvre les régions, les pays et les territoires.

Les pays sont présentés dans les tableaux s'ils ont communiqué des données ou si des estimations ont pu être calculées.

1. Régions géographiques

Les pays et territoires sont répartis en trois grandes catégories, les économies en développement, les économies en transition et les économies développées, elles-mêmes subdivisées suivant des critères géographiques.

1) Économies en développement :

Ces économies sont réparties entre quatre grandes régions géographiques : Afrique, Amérique, Asie et Océanie elles-mêmes subdivisées en sous-régions pour permettre la présentation de statistiques plus détaillées. Les exceptions à ce classement que l'on retrouve dans certains tableaux sont indiquées dans des notes.

2) Économies en transition :

Dans la version précédente du *Manuel*, ces économies étaient réparties entre deux grandes régions géographiques : Asie et Europe. Dans cette édition, elles ont été regroupées en une seule catégorie.

3) Économies développées :

Ces économies sont réparties entre quatre grandes régions géographiques : Amérique, Asie, Europe et Océanie.

Le total 'Monde' inclut la somme des données de ces trois groupes à laquelle s'ajoutent les données d'un groupement 'Autres territoires' (territoires ou partenaires non classés ailleurs), dont la composition est détaillée ci-dessous. Lorsqu'elles sont rapportées, les données relatives à ces territoires ne sont pas présentées individuellement.

La composition du groupement 'Autres territoires' est la suivante:

- Territoires non-classés ailleurs : Antarctique, île Bouvet, Territoire britannique de l'Antarctique, Territoire britannique de l'océan Indien, île Christmas, îles des Cocos (Keeling), Terres australes et antarctiques françaises, îles Heard et McDonald, île Norfolk, Pitcairn, Saint-Barthélemy, Saint-Martin (partie française), Géorgie du Sud et îles Sandwich méridionales, îles mineures éloignées des États-Unis et îles du Pacifique sous administration des États-Unis.

- Partenaires non classés ailleurs : 'combustibles de soute et provisions de bord', 'informations confidentielles et différences', 'zone divisée', 'zones franches' qui sont utilisés exclusivement dans les tableaux du commerce de marchandises.

Les statistiques présentées au niveau de chacun des groupements précédemment décrits sont calculées à partir des valeurs des économies qui entrent dans la composition du groupement et complétées le cas échéant par un reliquat qu'il n'a pas été possible de répartir entre les éléments du groupement.

2. Groupements économiques des économies en développement

Dans le *Manuel de statistiques de la CNUCED*, les regroupements des pays et territoires en développement sont nombreux et variés afin de disposer facilement des données statistiques nécessaires à l'analyse socio-économique et aux recherches sur le développement.

Les économies en développement sont présentées à trois niveaux d'agrégation : le groupe dans son intégralité, puis sans la Chine continentale et enfin sans les pays les moins avancés.

Les économies en développement sont également réparties en trois groupes de revenu en fonction du PIB par habitant en 2000 : revenu élevé, revenu intermédiaire et revenu faible. Cette répartition est basée sur les données de PIB et de population qui étaient disponibles en 2009.

Le groupe des pays pauvres très endettés inclut 40 pays. Ces pays bénéficient de l'initiative de désendettement de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

Les PMA et les pays en développement sans littoral sont des groupes de pays qui requièrent une attention particulière de la communauté internationale. Les PMA sont présentés aux niveaux d'agrégation suivants : Afrique et Haïti, Asie et les îles.

Depuis 1994, les Nations Unies ont également pris en compte les problèmes particuliers des petits États insulaires en développement mais n'ont pas établi de liste officielle de ces États. La liste présentée dans le *Manuel de statistiques* est utilisée par la CNUCED à des fins analytiques uniquement.

Le groupement des principaux exportateurs de pétrole comprend les pays, dont la part du pétrole et des produits pétroliers, ne représentait pas moins de 50 % de leurs exportations totales, et les exportations de ces produits s'élevaient à au moins 2 milliards de dollars en 2003-2005 en moyenne. Les pays composant ce groupement sont répartis en trois zones géographiques : Afrique, Amérique et Asie.

Le groupement des principaux exportateurs d'articles manufacturés, répartis entre Amérique et Asie, comprend les économies dont la part d'articles manufacturés ne représentait pas moins de 50 % de leurs exportations totales, et leurs exportations d'articles manufacturés avaient une valeur moyenne d'au moins 22 milliards de dollars en 2003-2005.

La composition des groupements des économies émergentes (réparties entre Amérique et Asie) et des économies nouvellement industrialisées (première et deuxième génération) correspond à celle utilisée dans le Rapport sur le commerce et le développement de la CNUCED.

Les différentes régions géographiques sont également présentées à différents niveaux d'agrégation :

- Afrique : Afrique septentrionale sans le Soudan, Afrique subsaharienne, Soudan compris, avec et sans l'Afrique du Sud.

- Amérique : Amérique centrale et Grandes Antilles sans Porto Rico, avec et sans le Mexique, Amérique du Sud et centrale, Amérique du Sud sans le Brésil.

- Asie : Asie orientale et du Sud-Est sans la Chine et Asie méridionale sans l'Inde.

3. Groupements commerciaux et interrégionaux

Les statistiques des groupements commerciaux sont présentées dès lors qu'elles sont pertinentes et présentent un intérêt analytique. Ces groupements englobent toutes les économies concernées et sont classés selon les grandes régions géographiques utilisées précédemment, à l'exception des groupements interrégionaux suivants : le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, le groupe de Coopération économique de l'Asie et du Pacifique, le groupe de Coopération économique de la mer Noire et la Communauté des États indépendants.

RÉPARTITION PAR RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES

ÉCONOMIES EN DÉVELOPPEMENT

AFRIQUE

Afrique orientale

Burundi	Malawi	Seychelles
Comores	Maurice	Somalie
Djibouti	Mayotte	Zambie
Érythrée	Mozambique	Zimbabwe
Éthiopie	Ouganda	
Kenya	République-Unie de Tanzanie	
Madagascar	Rwanda	

Afrique centrale

Angola	Gabon	République démocratique du Congo
Cameroun	Guinée équatoriale	Sao Tomé-et-Principe
Congo	République centrafricaine	Tchad

Afrique septentrionale

Algérie	Maroc	Tunisie
Égypte	Sahara occidental	
Jamahiriya arabe libyenne	Soudan	

Afrique australe

Afrique du Sud	Lesotho	Swaziland
Botswana	Namibie	

Afrique occidentale

Bénin	Guinée	Nigéria
Burkina Faso	Guinée-Bissau	Sainte-Hélène
Cap-Vert	Libéria	Sénégal
Côte d'Ivoire	Mali	Sierra Leone
Gambie	Mauritanie	Togo
Ghana	Niger	

AMÉRIQUE

Amérique centrale

Belize	Guatemala	Nicaragua
Costa Rica	Honduras	Panama
El Salvador	Mexique	

Amérique du Sud

Argentine	Équateur	Suriname
Bolivie	Guyana	Uruguay
Brésil	Îles Falkland (Malvinas)	Venezuela (République bolivarienne du)
Chili	Paraguay	
Colombie	Pérou	

Caraïbes

Grandes Antilles	Petites Antilles	
Cuba	Anguilla	Îles Turques et Caïques
Haïti	Antigua-et-Barbuda	Îles Vierges britanniques
Jamaïque	Antilles néerlandaises	Montserrat
République dominicaine	Aruba	Sainte-Lucie
	Bahamas	Saint-Kitts-et-Nevis
	Barbade	Saint-Vincent-et-les Grenadines
	Dominique	Trinité-et-Tobago
	Îles Caïmanes	

RÉPARTITION PAR RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES

ÉCONOMIES EN DÉVELOPPEMENT (fin)

ASIE

Asie orientale

Chine	Mongolie
Hong Kong, région administrative spéciale de Chine	Province chinoise de Taiwan
Macao, région administrative spéciale de Chine	République de Corée
	République populaire démocratique de Corée

Asie méridionale

Afghanistan	Inde	Népal
Bangladesh	Iran (République islamique d')	Pakistan
Bhoutan	Maldives	Sri Lanka

Asie du Sud-Est

Brunéi Darussalam	Myanmar	Thaïlande
Cambodge	Philippines	Timor-Leste
Indonésie	République démocratique populaire lao	Viet Nam
Malaisie	Singapour	

Asie occidentale

Arabie saoudite	Koweït	Territoire palestinien occupé
Bahreïn	Liban	Turquie
Émirats arabes unis	Oman	Yémen
Iraq	Qatar	
Jordanie	République arabe syrienne	

OCÉANIE

Fidji	Kiribati	Polynésie française
Guam	Micronésie (États fédérés de)	Samoa
Îles Cook	Nauru	Samoa américaines
Îles Mariannes septentrionales	Nioué	Tokélaou
Îles Marshall	Nouvelle-Calédonie	Tonga
Îles Salomon	Palaos	Tuvalu
Îles Wallis-et-Futuna	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Vanuatu

RÉPARTITION PAR RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES

ÉCONOMIES EN TRANSITION

Albanie	Fédération de Russie	Tadjikistan
Arménie	Géorgie	Turkménistan
Azerbaïdjan	Kazakhstan	Ukraine
Bélarus	Kirghizistan	
Bosnie-Herzégovine	Monténégro	
Croatie	Ouzbékistan	
ex-République yougoslave de Macédoine	République de Moldova	
	Serbie	

ÉCONOMIES DÉVELOPÉES

AMÉRIQUE

Bermudes	États-Unis d'Amérique, y compris Porto Rico et les îles Vierges américaines	Groenland Saint-Pierre-et-Miquelon
Canada		

ASIE

Israël
Japon

EUROPE

Allemagne	Grèce	Portugal
Andorre	Hongrie	République tchèque
Autriche	Îles Féroé	Roumanie
Belgique	Irlande	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, y compris les îles Anglo-Normandes et l'île de Man
Bulgarie	Islande	Saint-Marin
Chypre	Italie	Saint-Siège
Danemark	Lettonie	Slovaquie
Espagne	Lituanie	Slovénie
Estonie	Luxembourg	Suède
Finlande, y compris les îles d'Åland	Malte	Suisse, y compris le Liechtenstein
France, y compris la Guadeloupe, la Guyane française, la Martinique, Monaco et la Réunion	Norvège, y compris les îles Svalbard et Jan Mayen	
Gibraltar	Pays-Bas	
	Pologne	

OCÉANIE

Australie
Nouvelle-Zélande

RÉPARTITION DES ÉCONOMIES EN DÉVELOPPEMENT PAR GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES

GROUPES DE REVENUS

PIB courant par habitant supérieur à 4 500 dollars en 2000 : Revenu élevé (41)

Anguilla	Îles Caïmanes	Palaos
Antigua-et-Barbuda	Îles Cook	Polynésie française
Antilles néerlandaises	Îles Falkland (Malvinas)	Province chinoise de Taiwan
Arabie saoudite	Îles Mariannes du Nord	Qatar
Argentine	Îles Turques et Caïques	République de Corée
Aruba	Îles Vierges britanniques	Sainte-Lucie
Bahamas	Jamahiriya arabe libyenne	Saint-Kitts-et-Nevis
Bahreïn	Koweït	Samoa américaines
Barbade	Macao, région administrative	Seychelles
Brunéi Darussalam	spéciale de Chine	Singapour
Chili	Mexique	Trinité-et-Tobago
Émirats arabes unis	Montserrat	Uruguay
Guam	Nioué	Venezuela (République bolivarienne du)
Hong-Kong, région administrative	Nouvelle-Calédonie	
spéciale de Chine	Oman	

PIB courant par habitant compris entre 1 000 et 4 500 dollars en 2000 : Revenu intermédiaire (52)

Afrique du Sud	Guatemala	Pérou
Algérie	Guinée équatoriale	République arabe syrienne
Belize	Honduras	République dominicaine
Bolivie	Îles Marshall	Sainte-Hélène
Botswana	Îles Wallis-et-Futuna	Saint-Vincent-et-les Grenadines
Brésil	Iran (République islamique d')	Samoa
Cap-Vert	Jamaïque	Suriname
Colombie	Jordanie	Swaziland
Congo	Liban	Territoire palestinien occupé
Costa Rica	Malaisie	Thaïlande
Cuba	Maldives	Tokélaou
Dominique	Maroc	Tonga
Égypte	Maurice	Tunisie
El Salvador	Micronésie (États fédérés de)	Turquie
Équateur	Namibie	Tuvalu
Fidji	Nauru	Vanuatu
Gabon	Panama	
Grenade	Paraguay	

PIB courant par habitant inférieur à 1 000 dollars en 2000 : Revenu faible (63)

Afghanistan	Inde	République centrafricaine
Angola	Indonésie	République démocratique du Congo
Bangladesh	Iraq	République populaire démocratique de Corée
Bénin	Kenya	République démocratique populaire lao
Bhoutan	Kiribati	République-Unie de Tanzanie
Burkina Faso	Lesotho	Rwanda
Burundi	Libéria	Sao Tomé-et-Principe
Cambodge	Madagascar	Sénégal
Cameroun	Malawi	Sierra Leone
Chine	Mali	Somalie
Comores	Mauritanie	Soudan
Côte d'Ivoire	Mongolie	Sri Lanka
Djibouti	Mozambique	Tchad
Érythrée	Myanmar	Timor-Leste
Éthiopie	Népal	Togo
Gambie	Nicaragua	Viet Nam
Ghana	Niger	Yémen
Guinée	Nigéria	Zambie
Guinée-Bissau	Ouganda	Zimbabwe
Guyana	Pakistan	
Haïti	Papouasie-Nouvelle-Guinée	
Îles Salomon	Philippines	

RÉPARTITION DES ÉCONOMIES EN DÉVELOPPEMENT PAR GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES

Pays pauvres très endettés (41)

Afghanistan	Guinée-Bissau	Ouganda
Bénin	Guyana	République centrafricaine
Bolivie	Haïti	République démocratique du Congo
Burkina Faso	Honduras	République-Unie de Tanzanie
Burundi	Kirghizistan	Rwanda
Cameroun	Libéria	Sao Tomé-et-Principe
Comores	Madagascar	Sénégal
Congo	Malawi	Sierra Leone
Côte d'Ivoire	Mali	Somalie
Érythrée	Mauritanie	Soudan
Éthiopie	Mozambique	Tchad
Gambie	Népal	Togo
Ghana	Nicaragua	Zambie
Guinée	Niger	

Pays en développement sans littoral (31)

Afghanistan	Kirghizistan*	République de Moldova*
Arménie*	Lesotho	Rwanda
Azerbaïdjan*	Malawi	Swaziland
Bhoutan	Mali	Tadjikistan*
Bolivie	Mongolie	Tchad
Botswana	Népal	Turkménistan*
Burkina Faso	Niger	Zambie
Burundi	Ouganda	Zimbabwe
Éthiopie	Ouzbékistan*	
ex-République yougoslave de Macédoine*	Paraguay	
Kazakhstan*	République centrafricaine	
	République démocratique populaire lao	

* Ces pays font partie du groupement des économies en transition (ni développées ni en développement). Cependant, comme ce sont des pays sans littoral, ils appartiennent aussi à ce groupement.

Petits États insulaires en développement (29)

Antigua-et-Barbuda	Jamaïque	Saint-Vincent-et-les Grenadines
Bahamas	Kiribati	Samoa
Barbade	Maldives	Sao Tomé-et-Principe
Cap-Vert	Maurice	Seychelles
Comores	Micronésie (États fédérés de)	Timor-Leste
Dominique	Nauru	Tonga
Fidji	Palao	Trinité-et-Tobago
Grenade	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Tuvalu
Îles Marshall	Sainte-Lucie	Vanuatu
Îles Salomon	Saint-Kitts-et-Nevis	

Pays les moins avancés (49)

<i>Année d'inclusion dans le groupe</i>		<i>Année d'inclusion dans le groupe</i>		<i>Année d'inclusion dans le groupe</i>	
Afrique et Haïti				Asie	
Angola	1994	Mozambique	1988	Afghanistan	1971
Bénin	1971	Niger	1971	Bangladesh	1975
Burkina Faso	1971	Ouganda	1971	Bhoutan	1971
Burundi	1971	République centrafricaine	1975	Cambodge	1991
Djibouti	1982	République démocratique du Congo	1991	Myanmar	1987
Érythrée	1994	République-Unie de Tanzanie	1971	Népal	1971
Éthiopie	1971	Rwanda	1971	République démocratique populaire lao	1971
Gambie	1975	Sénégal	2001	Yémen	1971
Guinée	1971	Sierra Leone	1982	Îles	
Guinée-Bissau	1981	Somalie	1971	Comores	1977
Guinée Équatoriale	1982	Soudan	1971	Îles Salomon	1991
Haïti	1971	Tchad	1971	Kiribati	1986
Lesotho	1971	Togo	1982	Maldives	1971
Libéria	1990	Zambie	1991	Samoa	1971
Madagascar	1991			Sao Tomé-et-Principe	1982
Malawi	1971			Timor-Leste	2003
Mali	1971			Tuvalu	1986
Mauritanie	1986			Vanuatu	1985

RÉPARTITION DES ÉCONOMIES EN DÉVELOPPEMENT PAR GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES

GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES DE LA CNUCED

Principaux pays exportateurs de pétrole (22)

Afrique	Amérique	Asie
Algérie	Équateur	Arabie saoudite
Angola	Trinité-et-Tobago	Bahreïn
Congo	Venezuela	Brunéi Darussalam
Gabon	(République bolivarienne du)	Émirats arabes unis
Guinée équatoriale		Iran (République islamique d')
Jamahiriya arabe libyenne		Iraq
Nigéria		Koweït
Soudan		Oman
		Qatar
		République arabe syrienne
		Yémen

Principaux pays exportateurs d'articles manufacturés (12)

Amérique	Asie
Brésil	Chine
Mexique	Hong Kong, région administrative spéciale de Chine
	Inde
	Malaisie
	Philippines
	Province chinoise de Taiwan
	République de Corée
	Singapour
	Thaïlande
	Turquie

Économies émergentes (10)

Amérique	Asie
Argentine	Malaisie
Brésil	Province chinoise de Taiwan
Chili	République de Corée
Mexique	Singapour
Pérou	Thaïlande

Économies nouvellement industrialisées (8)

Première génération	Deuxième génération
Hong Kong, région administrative spéciale de Chine	Indonésie
Province chinoise de Taiwan	Malaisie
République de Corée	Philippines
Singapour	Thaïlande

RÉPARTITION DES ÉCONOMIES PAR GROUPEMENTS COMMERCIAUX

AFRIQUE

	<i>Année d'adhésion</i>		<i>Année d'adhésion</i>		<i>Année d'adhésion</i>
Communauté de développement de l'Afrique australe (15)		Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (15)		Union du fleuve Mano (3)	
Afrique du Sud	1994	Bénin	1975	Guinée	1980
Angola	1992	Burkina Faso	1975	Libéria	1973
Botswana	1992	Cap-Vert	1977	Sierra Leone	1973
Lesotho	1992	Côte d'Ivoire	1975		
Madagascar	2005	Gambie	1975	Union du Maghreb arabe (5)	
Malawi	1992	Ghana	1975	Algérie	1989
Maurice	1992	Guinée	1975	Jamahiriya arabe libyenne	1989
Mozambique	1992	Guinée-Bissau	1975	Maroc	1989
Namibie	1992	Libéria	1975	Mauritanie	1989
République démocratique du Congo	1992	Mali	1975	Tunisie	1989
République-Unie de Tanzanie	1992	Niger	1975		
Seychelles	2007	Nigéria	1975	Union économique et monétaire ouest-africaine (8)	
Swaziland	1992	Sénégal	1975	Bénin	1994
Zambie	1992	Sierra Leone	1975	Burkina Faso	1994
Zimbabwe	1994	Togo	1975	Burkina Faso	1994
				Côte d'Ivoire	1994
Communauté économique des États de l'Afrique centrale (10)		Communauté économique des pays des Grands Lacs (3)		Guinée-Bissau	1997
Angola	1999	Burundi	1976	Mali	1994
Burundi	1983	République démocratique du Congo	1976	Niger	1994
Cameroun	1983	Rwanda	1976	Sénégal	1994
Congo	1983			Togo	1994
Gabon	1983	Marché commun des États de l'Afrique de l'Est et du Sud (19)			
Guinée équatoriale	1983	Burundi	1994		
République centrafricaine	1983	Comores	1994		
République démocratique du Congo	1983	Djibouti	1994		
Sao Tomé-et-Principe	1983	Égypte	1994		
Tchad	1983	Érythrée	1994		
		Éthiopie	1994		
Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (6)		Kenya	1994		
Cameroun	1994	Jamahiriya arabe libyenne	2005		
Congo	1994	Madagascar	1994		
Gabon	1994	Malawi	1994		
Guinée équatoriale	1994	Maurice	1994		
République centrafricaine	1994	Ouganda	1994		
Tchad	1994	République démocratique du Congo	1994		
		Rwanda	1994		
		Seychelles	1994		
		Soudan	1994		
		Swaziland	1994		
		Zambie	1994		
		Zimbabwe	1994		

AMÉRIQUE

	<i>Année d'adhésion</i>		<i>Année d'adhésion</i>		<i>Année d'adhésion</i>
Accord de libre-échange nord-américain (3)		Communauté andine (4)		Communauté des Caraïbes (15)	
Canada	1994	Bolivie	1996	Antigua-et-Barbuda	1974
États-Unis d'Amérique	1994	Colombie	1996	Bahamas	1983
Mexique	1994	Équateur	1996	Barbade	1973
		Pérou	1996	Belize	1974
Association latino-américaine d'intégration (12)				Dominique	1974
Argentine	1980			Grenade	1974
Bolivie	1980			Guyana	1973
Brésil	1980			Haïti	2002
Chili	1980			Jamaïque	1973
Colombie	1980			Montserrat	1974
Cuba	1999			Sainte Lucie	1974
Équateur	1980			Saint-Kitts-et-Nevis	1974
Mexique	1980			Saint-Vincent-et-les Grenadines	1974
Paraguay	1980			Suriname	1995
Pérou	1980			Trinité-et-Tobago	1973
Uruguay	1980				
Venezuela (République bolivarienne du)	1980				

RÉPARTITION DES ÉCONOMIES PAR GROUPEMENTS COMMERCIAUX

AMÉRIQUE (fin)

<i>Année d'adhésion</i>	<i>Année d'adhésion</i>	<i>Année d'adhésion</i>
Marché commun d'Amérique centrale (5)	Zone de libre-échange des Amériques (34)	
Costa Rica 1962	Antigua-et-Barbuda 1994	Nicaragua 1994
El Salvador 1961	Argentine 1994	Panama 1994
Guatemala 1961	Bahamas 1994	Paraguay 1994
Honduras 1961	Barbade 1994	Pérou 1994
Nicaragua 1961	Belize 1994	République dominicaine 1994
Marché commun sud-américain (4)	Bolivie 1994	Sainte-Lucie 1994
Argentine 1994	Brésil 1994	Saint-Kitts-et-Nevis 1994
Brésil 1994	Canada 1994	Saint-Vincent-et-les Grenadines 1994
Paraguay 1994	Chili 1994	Suriname 1994
Uruguay 1994	Colombie 1994	Trinité-et-Tobago 1994
Organisation des États des Caraïbes orientales (9)	Costa Rica 1994	Uruguay 1994
Anguilla 1995	Dominique 1994	Venezuela (République bolivarienne du) 1994
Antigua-et-Barbuda 1981	El Salvador 1994	
Dominique 1981	Équateur 1994	
Grenade 1981	États-Unis d'Amérique 1994	
Îles Vierges britanniques 1984	Grenade 1994	
Montserrat 1981	Guatemala 1994	
Sainte-Lucie 1981	Guyana 1994	
Saint-Kitts-et-Nevis 1981	Haïti 1994	
Saint-Vincent-et-les Grenadines 1981	Honduras 1994	
	Jamaïque 1994	
	Mexique 1994	

ASIE

<i>Année d'adhésion</i>	<i>Année d'adhésion</i>	<i>Année d'adhésion</i>
Accord commercial de l'Asie et du Pacifique (6)	Association des nations de l'Asie du Sud-Est (10)	Conseil de coopération du Golfe (6)
Bangladesh 1975	Brunéi Darussalam 1984	Arabie saoudite 1981
Chine 2001	Cambodge 1999	Bahreïn 1981
Inde 1975	Indonésie 1967	Émirats arabes unis 1981
République de Corée 1975	Malaisie 1967	Koweït 1981
République démocratique populaire lao 1975	Myanmar 1997	Oman 1981
Sri Lanka 1975	Philippines 1967	Qatar 1981
Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale (8)	République démocratique populaire lao 1997	Organisation de coopération économique (10)
Afghanistan 2007	Singapour 1967	Afghanistan 1992
Bangladesh 1985	Thaïlande 1967	Azerbaïdjan 1992
Bhoutan 1985	Viet Nam 1995	Iran (République islamique d') 1985
Inde 1985		Kazakhstan 1992
Maldives 1985		Kirghizistan 1992
Népal 1985		Ouzbékistan 1992
Pakistan 1985		Pakistan 1985
Sri Lanka 1985		Tadjikistan 1992
		Turkménistan 1992
		Turquie 1985

EUROPE

<i>Année d'adhésion</i>	<i>Année d'adhésion</i>	<i>Année d'adhésion</i>
Association européenne de libre-échange (3)		Zone euro (16)
Islande 1970		Allemagne 2002
Norvège 1960		Autriche 2002
Suisse 1960		Belgique 2002
Union européenne (27)		Chypre 2008
Allemagne 1957	Lettonie 2004	Espagne 2002
Autriche 1995	Lituanie 2004	Finlande 2002
Belgique 1957	Luxembourg 1957	France 2002
Bulgarie 2008	Malte 2004	Grèce 2002
Chypre 2004	Pays-Bas 1957	Irlande 2002
Danemark 1973	Pologne 2004	Italie 2002
Espagne 1986	Portugal 1986	Luxembourg 2002
Estonie 2004	République tchèque 2004	Malte 2008
Finlande 1995	Roumanie 2008	Pays-Bas 2002
France 1957	Royaume-Uni 1973	Portugal 2002
Grèce 1981	Slovaquie 2004	Slovaquie 2009
Hongrie 2004	Slovénie 2004	Slovénie 2007
Irlande 1973	Suède 1995	
Italie 1957		

RÉPARTITION DES ÉCONOMIES PAR GROUPEMENTS COMMERCIAUX

OCÉANIE

Année d'adhésion

Groupe Fer de lance mélanésien (4)

Fidji	1998
Îles Salomon	1993
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1993
Vanuatu	1993

RÉPARTITION DES ÉCONOMIES PAR GROUPEMENTS INTERRÉGIONAUX

Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (79)

Afrique du Sud	Guinée équatoriale	République démocratique du Congo
Angola	Guyana	République dominicaine
Antigua-et-Barbuda	Haïti	République-Unie de Tanzanie
Bahamas	Îles Cook	Rwanda
Barbade	Îles Marshall	Sainte-Lucie
Belize	Îles Salomon	Saint-Kitts-et-Nevis
Bénin	Jamaïque	Saint-Vincent-et-les Grenadines
Botswana	Kenya	Samoa
Burkina Faso	Kiribati	Sao Tomé-et-Principe
Burundi	Lesotho	Sénégal
Cameroun	Libéria	Seychelles
Cap-Vert	Madagascar	Sierra Leone
Comores	Malawi	Somalie
Congo	Mali	Soudan
Côte d'Ivoire	Maurice	Suriname
Cuba	Mauritanie	Swaziland
Djibouti	Micronésie (États fédérés de)	Tchad
Dominique	Mozambique	Timor-Leste
Érythrée	Namibie	Togo
Éthiopie	Nauru	Tonga
Fidji	Niger	Trinité-et-Tobago
Gabon	Nigéria	Tuvalu
Gambie	Nioué	Vanuatu
Ghana	Ouganda	Zambie
Grenade	Palaos	Zimbabwe
Guinée	Papouasie-Nouvelle-Guinée	
Guinée-Bissau	République centrafricaine	

Année d'adhésion

Coopération économique de l'Asie et du Pacifique (21)

Australie	1989
Brunéi Darussalam	1989
Canada	1989
Chili	1994
Chine	1991
États-Unis d'Amérique	1989
Fédération de Russie	1998
Hong Kong, région administrative spéciale	1991
Indonésie	1989
Japon	1989
Malaisie	1989
Mexique	1993
Nouvelle-Zélande	1989
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1993
Pérou	1998
Philippines	1989
Province chinoise de Taiwan	1991
République de Corée	1989
Singapour	1989
Thaïlande	1989
Viet Nam	1998

Année d'adhésion

Coopération économique de la mer Noire (12)

Albanie	1992
Arménie	1992
Azerbaïdjan	1992
Bulgarie	1992
Fédération de Russie	1992
Géorgie	1992
Grèce	1992
République de Moldova	1992
Roumanie	1992
Serbie	2004
Turquie	1992
Ukraine	1992

Année d'adhésion

Communauté des États indépendants (12)

Arménie	1991
Azerbaïdjan	1991
Bélarus	1991
Fédération de Russie	1991
Géorgie	1993
Kazakhstan	1991
Kirghizistan	1991
Ouzbékistan	1991
République de Moldova	1991
Tadjikistan	1991
Turkménistan	1991
Ukraine	1991

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

AASP	autres apports du secteur public
ACAP	Accord commercial de l'Asie et du Pacifique (ex-Accord de Bangkok)
ACP	Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
AELE	Association européenne de libre-échange
AGCS	Accord général sur le commerce des services
ALADI	Association latino-américaine d'intégration
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
ANCOM	Communauté andine
anc.	ancien, ancienne, anciennement
AP	aide publique
APD	aide publique au développement
CAD	Comité d'aide au développement (OCDE)
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CCG	Conseil de coopération du Golfe
CCSA	Comité de coordination des activités statistiques
CDAA	Communauté de développement de l'Afrique australe
CEAP	Coopération économique de l'Asie et du Pacifique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEI	Communauté des États indépendants
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CEMN	Coopération économique de la mer Noire
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes
CEPGL	Communauté économique des pays des Grands Lacs
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
c.a.f.	coût, assurance, fret
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COMESA	Marché commun d'Afrique de l'Est et du Sud
CTCI	Classification type pour le commerce international
DTS	droit de tirage spécial
f.a.b.	franco à bord
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FBCF	formation brute de capital fixe
FMI	Fonds monétaire international
IDE	Investissement direct étranger
ISBLM	institutions sans but lucratif au service des ménages
LERY	L'ex-République yougoslave de Macédoine
MBP	Manuel de la balance des paiements (FMI)
MCAC	Marché commun d'Amérique centrale
MERCOSUR	Marché commun sud-américain
MSG	Groupe Fer de lance mélanésien
n.c.a.	non classé ailleurs
n.d.a.	non dénommé ailleurs
NEI	nouvelles économies industrialisées
NPF	nation la plus favorisée
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCE	Organisation de coopération économique
OECO	Organisation des États des Caraïbes orientales
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la santé
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONU/DAES/DS	Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de statistique
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PIB	produit intérieur brut
PMA	pays les moins avancés
PNB	produit national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPTÉ	pays pauvres très endettés
RAS	région administrative spéciale
RSF	République socialiste fédérative de Yougoslavie (anc.)
SAARC	Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale
SH	Système harmonisé
SNPD	Système de notification des pays débiteurs
STN	société transnationale
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire des États de l'Afrique de l'Ouest
UFM	Union du fleuve Mano
UMA	Union du Maghreb arabe
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
URSS	Union des Républiques socialistes soviétiques
ZLEA	Zone de libre échange des Amériques